

<b>Source</b>	<i>Le Nouvel Observateur</i>
<b>Date</b>	3 octobre 2007
<b>Signé par</b>	Claude WEILL

*French parano*

Et si la culture française du soupçon était la principale responsable de nos maux ? C'est la thèse brillamment défendue par deux économistes, Yann Algan et Pierre Cahuc.

Voilà une exception française dont il vaudrait mieux ne pas se vanter. De tous les habitants des pays riches, les Français sont les plus méfiants. Les plus nombreux à n'avoir aucune confiance dans leur Parlement et dans leur Justice. Les plus rétifs à l'économie de marché. La réussite même leur est suspecte : la majorité pense qu'« *on ne peut arriver au sommet sans être corrompu* ». Défiance envers les élites ? Pas seulement. Cette suspicion participe d'une attitude générale. Selon une enquête de *World Values Survey*, à la question « *pensez-vous qu'il est possible de faire confiance aux autres ou que l'on n'est jamais assez méfiant ?* », un Français sur cinq seulement déclare faire crédit à son prochain. C'est deux fois moins qu'aux États-Unis ou au Canada. Trois fois moins qu'en Scandinavie. Cette posture soupçonneuse va de pair avec un troublant manque de civisme. Sur un échantillon de 21 pays, c'est en France, par exemple, qu'on est le moins choqué par le fait d'accepter des pots-de-vin, ou de réclamer des aides auxquelles on n'a pas droit. Les deux phénomènes, bien sûr, sont liés : si on ne peut faire confiance à personne, alors, c'est chacun pour soi. En tout Français, il y a un côté « à moi, on me la fait pas ».

On est tenté d'en sourire. De voir là une de ces singularités hexagonales qui font notre fierté et l'étonnement des étrangers, comme Napoléon ou les escargots à l'ail. On aurait tort. Dans ce livre aussi original qu'éclairant, Yann Algan et Pierre Cahuc, économistes et chercheurs, démontrent que cette culture de la défiance et de l'incivisme, qui n'est pas inscrite dans nos gènes mais le produit de l'histoire, est au cœur même du mal français. Leur thèse, nourrie d'une foule d'enquêtes et de données comparatives, peut se résumer assez simplement. Appelons cela la boucle d'Algan et Cahuc, qui mériterait d'être enseignée dans les écoles d'économie : le corporatisme et le dirigisme sapent les mécanismes de solidarité, ruinent le dialogue social et renforcent la défiance mutuelle, laquelle nourrit en retour les revendications catégorielles et l'appel permanent à la réglementation, favorisant ainsi l'expansion du corporatisme et du dirigisme. Parfait cercle vicieux. Nœud coulant, plutôt, que la France s'est passé au cou.

Cette spirale de la défiance, en effet, a des conséquences désastreuses. Elle aboutit à perpétuer un système social aussi coûteux qu'inégalitaire, incapable d'assurer à tous la « sécurité sociale » promise en 1945. Et pénalise lourdement l'activité économique – car la confiance mutuelle est essentielle au bon fonctionnement des marchés. L'affaire des taxis en est une bonne illustration. Par crainte de la concurrence, les intéressés s'accrochent à un système malthusien (25.000 taxis à Paris en 1925, 15.000 en 2005) dont on sait le résultat : les usagers ne trouvent pas de voiture quand ils en ont besoin ; et les chauffeurs doivent se saigner pour acquérir la fameuse plaque. Bel exemple de perdant-perdant. On pourrait les multiplier. Cahuc et Algan estiment que la culture française de la défiance nous coûte 3 points de chômage (en plus) et 5 points de PIB (en moins). Des chiffres à méditer, pour Jacques Attali et sa commission sur les freins à la croissance.